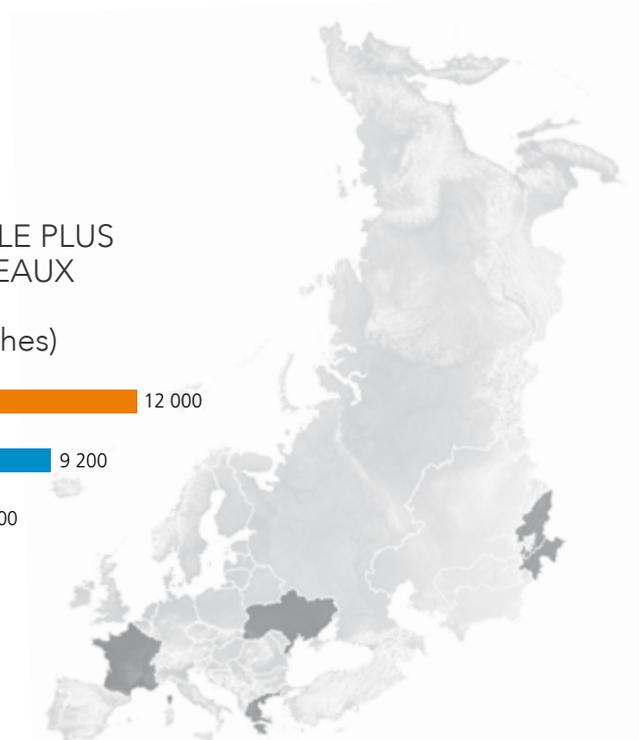
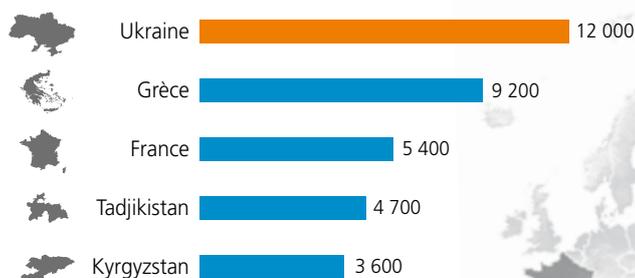


## EUROPE ET ASIE CENTRALE



Conflits 12 000  
Catastrophes 41 000  
0,2 % du total mondial

### LES CINQ PAYS COMPTANT LE PLUS GRAND NOMBRE DE NOUVEAUX DÉPLACEMENTS (conflits, violence et catastrophes)



Chaque année, l'Europe et l'Asie centrale enregistrent moins de nouveaux déplacements que les autres régions et moins de personnes vivant en situation de déplacement. Il n'en reste pas moins que 53 000 nouveaux déplacements ont été enregistrés en 2018, dont 41 000 liés à des catastrophes et plus de 12 000 à des conflits. À la fin de l'année, près de 2,9 millions de personnes vivaient en situation de déplacement interne en raison de conflits anciens non résolus et de conflits territoriaux dans plusieurs pays.

Ce chiffre comprend 800 000 personnes en **Ukraine**, où le conflit du pays est entré dans sa cinquième année. De nouveaux déplacements ont été enregistrés en octobre, lorsque 12 000 personnes ont été évacuées à la suite d'une explosion dans un dépôt de munitions à l'est de Kiev, perçue par le gouvernement comme un acte de sabotage.<sup>247</sup> La majorité de ces personnes ont pu rentrer chez elles deux semaines plus tard. Environ 200 nouveaux déplacements ont également été enregistrés dans des établissements le long de la ligne de contact, où les violations des cessez-le-feu et les bombardements se poursuivent.

Environ 344 000 personnes vivaient en situation de déplacement prolongé en **Azerbaïdjan** à la suite du conflit non résolu entre le pays et l'Arménie sur la région du Haut-Karabagh. On estime que 301 000 autres personnes déplacées ont progressé partiellement dans la recherche de solutions durables, grâce aux efforts déployés par le gouvernement pour les réinstaller dans des logements temporaires. En **Géorgie**, 293 000 personnes demeurent en situation de déplacement en raison de conflits territoriaux de longue date en Abkhazie et en Ossétie du Sud. Quelque 228 000 personnes ont

connu des conditions similaires à **Chypre**, ces personnes demeurant en situation de déplacement en raison de l'impasse entre les autorités chypriotes turques et grecques sur le statut du nord de l'île. De nombreux déplacés internes en Europe vivent en situation de déplacement depuis 15 ans ou plus.

Il n'existe aucune information à jour sur les déplacements en **Turquie**, mais les affrontements ont repris entre le gouvernement et le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) en 2015 et les opérations de sécurité qui ont suivi ont provoqué des centaines de milliers de déplacements dans le sud-est du pays. En 2018, le gouvernement a commencé à construire de nouveaux logements dans la région, dans le cadre d'un projet de rénovation urbaine et pour indemniser les victimes du conflit. Près de 25 000 logements auraient été construits à ce jour, mais on ignore qui en seront les bénéficiaires. Certains des logements proposés aux déplacés internes à titre d'indemnisation sont éloignés des centres-villes, ce qui les isole de leurs moyens de subsistance et de leurs réseaux sociaux.<sup>248</sup> En outre, plusieurs personnes qui sont restées chez elles dans des zones touchées par le conflit, telles que le quartier historique de Diyarbakir, à Sur, ont été expulsées pour laisser place à des initiatives de rénovation urbaine.<sup>249</sup>

Le **Tadjikistan**, le **Kirghizistan** et la **Russie** représentent une part importante des nouveaux déplacements de la région liés aux catastrophes. Des pluies torrentielles ont provoqué des inondations en mai dans la province de Khatlon, dans le sud du Tadjikistan, entraînant plus de 5 400 nouveaux déplacements et endommageant des habitations, des routes, des ponts et des terres agricoles.<sup>250</sup> Les glissements de terrain dans la région

de Jalal-Abad, au Kirghizistan, ont entraîné près de 4 700 nouveaux déplacements en avril et provoqué des inondations dans les républiques russes de l'Altaï, de Touva et de Khakassie en mars.

Les tempêtes et les inondations ont provoqué au moins 5 400 nouveaux déplacements en **France**, dont 1 500 dans la région parisienne de l'Île-de-France, en raison du débordement de la Seine en janvier.<sup>251</sup> En **Italie**, une crue fluviale dans le bassin du Piave a entraîné 1 300 nouveaux déplacements en octobre. En **Grèce**, des inondations soudaines et des ondes de tempête ont contraint un nombre similaire de personnes à quitter leur domicile à la fin du mois de septembre, lorsqu'une tempête a frappé l'île d'Eubée et le sud de la péninsule du Péloponnèse.

Un hiver court, un printemps chaud avec des températures record et des précipitations inférieures à la moyenne en été ont conduit à l'une des saisons de feux de forêt les plus destructrices d'Europe ces dernières années.<sup>252</sup> Environ 3 000 logements ont été détruits dans la région grecque de l'Attique en juillet, provoquant plus de 7 000 nouveaux déplacements.<sup>253</sup> En **Espagne**, dans la région de Valence, des feux de forêt ont entraîné 2 600 nouveaux déplacements en août.

En décembre 2018, le Parlement européen et le Conseil de l'Europe ont approuvé des projets visant à améliorer la gestion par l'UE des risques de catastrophes. Le système, appelé « rescEU », créera une réserve de capacités de protection civile pour renforcer la réaction nationale aux effets des catastrophes naturelles et des épidémies. Les États membres partageront également leurs plans nationaux de prévention et de préparation pour identifier et combler les éventuelles lacunes.<sup>254</sup>

## Perspectives urbaines

L'Europe et l'Asie centrale constituent l'une des régions les plus urbanisées du monde. En effet, 72 % de la population de cette région vit dans des villes.<sup>255</sup> C'est une région diversifiée et, comme dans d'autres contextes, les facteurs, déclencheurs et impacts du déplacement urbain varient d'une région à l'autre, ce qui rend difficile toute généralisation. De l'Espagne à l'Ouzbékistan, la manière dont les autorités nationales et locales réagissent au phénomène varie également grandement.

De nombreuses personnes déplacées en Ukraine sont issues de milieux urbains, notamment de villes comme Donetsk, Horlivka, Kramatorsk, Louhansk et Sloviansk.<sup>256</sup> Les centres urbains du pays, y compris la capitale (Kiev), ont également été des destinations importantes pour les personnes fuyant le conflit.<sup>257</sup> Les villes d'Ukraine offrent un meilleur accès aux services et aux opportunités

génératrices de revenus que les zones rurales, et de nombreux déplacés internes ont réussi à s'établir dans leur nouvel environnement urbain.<sup>258</sup>

Les droits au logement, à la terre et à la propriété posent cependant des problèmes, car l'Ukraine ne dispose pas d'un mécanisme spécifique pour traiter les demandes d'indemnisation relatives aux biens touchés par le conflit.<sup>259</sup> La législation ukrainienne ne définit pas non plus les déplacés internes comme un groupe ayant droit au logement social. Les autorités locales de Bakhmut, Kramatorsk et Slovyansk ont déployé des efforts pour résoudre certains de ces problèmes avec le soutien de la communauté humanitaire internationale.<sup>260</sup>

Les gouvernements locaux et les organisations internationales ont également collaboré pour faire face au déplacement au **Kosovo**, où des politiques ont été mises en place pour aider les municipalités à soutenir les retours durables pour les personnes déplacées par le conflit entre 1998 et 2004. Le règlement sur le retour des personnes déplacées et les solutions durables au Kosovo, par exemple, appelle à des plans d'action municipaux sur la question et souligne l'importance de l'intégration socioéconomique des personnes déplacées sur la base de leurs compétences, de leur sexe, de leur âge et de leurs handicaps.<sup>261</sup> Il vise également à améliorer la coopération entre les autorités nationales et locales afin de garantir des conditions de retour comparables sur l'ensemble du territoire.<sup>262</sup>

Cependant, dans de nombreuses parties de la région, les personnes déplacées en milieu urbain sont marginalisées et ont un accès inégal aux services de première nécessité. Celles de nombreux pays post-soviétiques bénéficient de services de moindre qualité que les communautés d'accueil, notamment en matière de soins de santé.<sup>263</sup> La dynamique du déplacement urbain dans les pays d'Asie centrale reste mal comprise, mais des données factuelles indiquent que des projets de rénovation et d'embellissement urbains ont provoqué des déplacements dans des villes, notamment à Ashgabat au Turkménistan, à Douchanbé au Tadjikistan et à Tachkent en Ouzbékistan.<sup>264</sup>

En 2018, le Conseil de l'Europe a appelé à une relance de l'action des États et des administrations régionales pour traiter la question des déplacements internes dans la région.<sup>265</sup> Parmi de nombreuses recommandations, il a souligné l'importance de traiter la question des droits des personnes déplacées au logement, à la terre et à la propriété, et de fournir une aide humanitaire aux personnes en situation de déplacement prolongé. Le rôle des autorités locales et des villes dans la recherche de solutions sera d'une importance cruciale pour concrétiser ces engagements nationaux et régionaux.